

LCO / CDO

LIAISON

DES AMIS DANS LA COMMUNAUTÉ

Patricia Hughes, directrice exécutive de la CDO, siège au nouveau Comité de soutien aux cliniques d'aide juridique communautaires présidé par l'honorable Roy McMurtry. Ce comité conseille les 77 cliniques d'aide juridique en Ontario et regroupe des chercheurs juristes, membres du barreau, professionnels du droit et dirigeants locaux.

« La CDO joue un rôle important dans le milieu juridique ontarien », indique Lenny Abramowicz, directeur exécutif de l'Association of Community Legal Clinics of Ontario. « Nous apprécions la pertinence des contributions de Patricia et de la CDO. »

CONFÉRENCE SUR LE DROIT DES AÎNÉS

Surveillez le site web de la CDO pour des informations sur la Conférence canadienne 2010 sur le droit des aînés organisée conjointement par la CDO et le Canadian Center for Elder Law. La conférence publique a lieu du 28 au 30 octobre à l'hôtel Delta Chelsea à Toronto.

Message de la directrice exécutive

À nos débuts en 2007, nous savions que la fin de notre mandat en décembre 2011 n'était pas si loin. Dès juin, nous avons commencé à préparer les demandes de renouvellement. Pourquoi si tôt? Simple pour ne pas perdre notre élan. Retrouvez plus loin

l'information sur l'évaluation de la CDO réalisée par des consultants externes et sur la retraite du Conseil des gouverneurs, qui nous ont amenés à prendre l'engagement d'élargir encore davantage nos collaborations.

La professeure Mona Paré de l'Université d'Ottawa (Droit civil) rejoindra bientôt la longue lignée d'universitaires qui enrichissent le travail de la CDO. Offrir aux étudiants une occasion de mettre leur enthousiasme au service de la réforme du droit est aussi source de satisfaction. L'évolution du Comité de soutien aux cliniques d'aide juridique communautaires illustre notre estime pour les autres organisations qui jouent un rôle important dans la réforme du droit. Lisez l'encadré à gauche et l'intérieur du bulletin pour en savoir plus.

La meilleure façon de comprendre les répercussions du droit sur les gens est d'en parler avec eux. Ainsi, des consultations d'envergure ont lieu en ce moment dans le cadre du projet sur la loi et les personnes handicapées. Visitez notre site Web pour plus de détails.

Tenez-vous au courant en consultant régulièrement notre nouveau site. Vous trouverez des informations sur la Conférence canadienne sur le droit des aînés et sur d'autres projets. Bien sûr, nous souhaitons aussi avoir de vos nouvelles!

Patricia Hughes

Dans ce numéro . . .

- Une vision : la collaboration
- À vos marques, prêt ... renouveler!
- La recherche sur le droit et les personnes handicapées subventionnée par la CDO



Planifier l'avenir

Le rapport d'évaluation de la CDO inspire une vision pour son deuxième mandat



CONSEIL DES GOUVERNEURS DE LA CDO

Debout de g. à d. : **Nathalie des Rosiers, Stephen Goudge, Frank Iacobucci, Jinyan Li, Chris Bredt, Neena Gupta et Ian Holloway.**
Assis de g. à d. : **Patricia Hughes, Larry Banack, président, et Murray Segal.**
Absent de la photo : **Lorne Sossin.**

Le rapport d'évaluation des 30 premiers mois de la CDO propose une vision du futur caractérisée par la collaboration et l'engagement d'universitaires et de groupes communautaires plus nombreux.

« S'il y a un enseignement à tirer de ce processus », indique Larry Banack, président du Conseil, « c'est la réelle valeur de ce modèle unique de réforme du droit qui rassemble les partenaires initiaux et, en plus, des universitaires, des membres de la profession et le public. »

La firme torontoise Cathexis Consulting a réalisé une analyse approfondie nécessitant la participation de 54 parties intéressées. Son rapport présente neuf recommandations qui, si suivies, permettraient à la CDO d'asseoir son action sur ses succès précédents. « L'évaluation dresse le portrait d'une jeune organisation qui fonctionne très, très bien », mentionne Melissa McGuire, consultante principale chez Cathexis. « Nos recommandations présentent des pistes sur la façon de tirer avantage de ses succès et de surmonter les défis normaux de toute jeune organisation. » Avant même la publication du rapport en février dernier, la CDO avait commencé à mettre en œuvre plusieurs recommandations. Nous nous sommes penchés entre autres sur la définition de rôles clairs pour les membres du Conseil consultatif. Nous avons aussi défini un processus de suivi et de présentation de rapports basé sur des indicateurs de succès significatifs.

Les recommandations de Cathexis ont alimenté le travail de planification du Conseil des gouverneurs lors de leur rencontre au printemps. Avec moins de 18 mois avant la fin de ce premier mandat, le Conseil souhaite s'appuyer sur les forces de la CDO, utiliser les ressources existantes et intégrer de nouvelles approches collaboratives dans la réalisation de ce que l'on souhaite être un second mandat de cinq ans.

« Ce fut l'occasion d'examiner où nous en sommes, d'imaginer l'avenir et de souligner les forces et l'engagement exceptionnels du personnel et des bénévoles », conclut Larry Banack.

En route vers le renouvellement du mandat de la CDO

La CDO espère obtenir dès le printemps prochain une approbation de principe pour entreprendre en janvier 2012 un second mandat de cinq ans. « Nous débutons dès maintenant le processus de renouvellement », explique Patricia Hughes, directrice exécutive de la CDO.

L'avenir de la CDO est tributaire du soutien continu de ses bailleurs de fonds, soit la Fondation du droit de l'Ontario, le ministère du Procureur général de l'Ontario, la faculté de droit d'Osgoode Hall et le Barreau du Haut-Canada, de concert avec les doyens des facultés de droit en Ontario.

Plusieurs éléments pèseront dans la balance : l'évaluation positive de la CDO et aussi notre influence sur la rédaction du projet de loi 133 sur le partage des régimes de retraite en cas d'échec du mariage – plusieurs de nos recommandations ont été incorporées au texte.

« Les premières réactions de nos bailleurs de fonds sont positives », indique le président du Conseil, Larry Banack. « Nous sommes tous très optimistes. »

Recherche exhaustive sur le droit et les personnes handicapées

Une juriste ontarienne parmi les bénéficiaires des fonds de recherche de la CDO

Lorsque le Canada a ratifié la convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées, Mona Paré a demandé comment la nation allait honorer son engagement de consulter ces personnes dans l'élaboration des mesures les concernant. Mona Paré, une des sept chercheurs bénéficiaires des fonds de recherche de la CDO et la première provenant d'une faculté de droit ontarienne, s'apprête à découvrir si le milieu ontarien de l'éducation peut relever le défi.

« Je veux savoir comment les enfants handicapés utilisent leur droit de parole dans les établissements scolaires », explique la professeure de l'Université d'Ottawa, anciennement membre de l'équipe de projet des Nations Unies. « Comment tient-on compte de leurs perspectives pour chaque prise de décision et lors de l'élaboration des politiques? »

Les conclusions des travaux de Mona Paré s'ajouteront aux résultats d'autres documents portant entre autre sur la capacité juridique et les obstacles rencontrés par les personnes handicapées autochtones, qui serviront à rédiger un document de consultation exhaustif sur les répercussions du droit sur les personnes handicapées. Le document incorporera également les résultats de consultations provinciales ayant réuni 200 personnes handicapées, groupes de défense des droits et fournisseurs de services, dont des représentants du gouvernement.

« Ce projet convient tout à fait à mon rôle de chercheuse juriste, constate Mona Paré. Les résultats de ma recherche auront un plus grand rayonnement parmi le public et les décideurs dans les écoles, les communautés et les différents niveaux de gouvernement de l'Ontario.

Le document de consultation devrait être publié à l'automne. »



Mona Paré



L'avocate-conseil de la CDO, **Lauren Bates** (2e à droite) avec les étudiants stagiaires pour l'été 2010 **Amanda Letourneau** (faculté de droit Osgoode Hall), **Maria Pia Brunello** (faculté de droit de Windsor), **Ari Linds** (Université d'Ottawa, section de common Law) et **Denise Cooney** (Université de Toronto).

droits constitutionnels et les indemnités obligatoires pour cette catégorie de travailleurs. Andrea McGarry, étudiante à Osgoode, a participé à l'élaboration de deux documents sur le bien-être des enfants. autochtones dans le cadre du programme Aboriginal Lands, Resources and Governments de la faculté.

« C'était une chance unique de participer au démarrage de ce projet qui aura, je l'espère, un impact réel sur le droit et les politiques en Ontario », a indiqué Jamie Baxter.

Contributions clés des étudiants en droit

Deux nouveaux diplômés en droit gardent un œil sur la CDO après avoir largement contribué au projet de recherche sur les travailleurs vulnérables et à celui sur la réforme du droit de la famille.

Jamie Baxter terminait sa dernière année de droit au David Asper Center for Constitutional Rights de l'Université de Toronto lorsqu'il a rejoint la CDO l'automne dernier. Son document sur le Programme ontarien de désignation des travailleurs étrangers a clarifié les implications de ce programme sur les

La Commission du droit de l'Ontario tient à remercier ses partenaires financiers :

 **The Law Foundation of Ontario**
Building a better foundation for justice in Ontario

 **Ontario**

 **The Law Society of Upper Canada**
Barreau du Haut-Canada

 **OSGOODE**
OSGOODE HALL LAW SCHOOL
YORK UNIVERSITY

COMMISSION DU DROIT DE L'ONTARIO
276 York Lanes, York University
4700 Keele Street
Toronto, ON, Canada
M3J 1P3
Tél. : 416-650-8406
Sans frais : 1-866-950-8406
TTY: 416-650-8082
lawcommission@lco-cdo.org
www.lco-cdo.org

Et les facultés de droit suivantes pour leur soutien :
Université Queen's, Université d'Ottawa (Sections de common law et de droit civil), Université de Toronto, Université Western Ontario et Université de Windsor.